REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

PROJET DE PREPARATION ET DE REPOSE DE LA GUINEE AU COVID 19
(P176706)

FINANCEMENT ADDITIONNEL

**

TERMES DE REFERENCES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE
DE L'ELABORATION DE LA NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL
DE L' EXTENSION DE L' HOPITAL REGIONAL DE CONAKRY- ENTA NORD-
COMMUNE DE MATOTO

JUILLET 2023

1 CONTEXTE

Une épidémie de la maladie à coronavirus (COVID 19) causée par le nouveau coronavirus 2019 (SRAS-CoV-2) se propagea rapidement dans le monde des décembre 2019, suite au diagnostic des premiers cas à Wuhan, dans la province de Hubei, en Chine. Dès le début du mois de mars 2020, le nombre de cas en dehors de la Chine a été multiplié par treize et le nombre de pays touchés a triplé. Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclara une pandémie mondiale car le coronavirus se propageait de façon fulgurante dans le monde entier.

A la date du 27 mars 2020, l'épidémie a déjà provoqué plus de 512701 cas et plus de 23 495 décès dans plus de 200 pays et territoires. A la même date, le gouvernement guinéen déclara l'état d'urgence suite au signalement du premier cas le 12 mars 2020. D'après le SITREP de l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire (ANSS) , du 12 Mars 2020 au 21 juillet 2023, le pays a enregistré trente-huit mille quatre cent soixante-deux (38 464) cas confirmés, trente- Sept mille deux cent six (37 206) guéris , quatre cent soixante -huit

(468) décès hospitaliers et trois cent trente -neuf décès communautaires positifs (339). Pendant cette même période le total des doses de vaccins administrées contre le covid-19 était de 11 732 997 et le cumul des MAPI enregistrés de 4586 dont 28 cas graves. En effet les capacités de préparation et de réponses aux épidémies du pays ont été mises à rude épreuve par la maladie Ebola. Craignant une explosion de la maladie pouvant excéder les capacités du système de santé guinéen à y faire face sans une assistance extérieure, l' Etat guinéen a sollicité et obtenu l' appui de la Banque Mondiale , pour l' aider à prévenir l'épidémie et à y répondre, à travers un budget supplémentaire pour renforcer les activités de préparation et mettre en place une capacité de réponse à l'épidémie à travers une campagne de vaccination et de prise en charge des nouveaux cas confirmés dans le pays.

Ce projet est préparé dans le cadre global de la réponse COVID-19 de la Banque mondiale, financée par le Fast Track COVID-19 Facility (FCTF).

L'objectif général de ce projet est de prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la maladie à Corona virus 2019 et renforcer les systèmes nationaux de préparation à la santé publique en Guinée.

Les grandes lignes d'activités réparties en 2 composantes sont en harmonie avec la stratégie mondiale de lutte contre la pandémie de la COVID-19 qui comprend (i) la détection des cas, la confirmation, la recherche des contacts, l'enregistrement, la

notification ; (ii) des mesures de distanciation sociale ; (iii) le renforcement du système de santé ; et (iv) la préparation à la communication.

Pour faire face à la Maladie à fièvre hémorragique Ebola le Gouvernement Guinéen a bénéficié d'un soutien de la Banque Islamique de Développement à travers la mise en place du Projet PASSPE. C'est dans ce cadre que ce projet a planifié la construction et l'équipement de l'hôpital régional de Conakry sis à Enta Nord dans la commune urbaine de Matoto. Cependant faute de ressources financières disponibles, tous les ouvrages prévus n'ont pas été réalisés. Ainsi donc le MSHP a sollicité l'appui de L'IDA à travers le PPRCOVID 19 pour l'extension de l'hôpital. Le projet a été restructuré pour financer entre autres activités cette extension. Les ouvrages prévus sont : Un bloc administratif R+2, Un bloc d'hospitalisation de 80 lits R+2 avec caves et deux ascenseurs, une pharmacie, un laboratoire, un incinérateur, une salle de tri, un abri du groupe électrogène, un abri incinérateur ainsi que le VRD (Parking, Espaces verts, caniveaux d'évacuation des eaux usées, pavés de liaison entre les bâtiments).

Le code de l'environnement en son article 25 de la Loi L/2019/0034 AN du 4 Juillet 2019 dispose que les politiques, plans, programmes et projets qui par leur nature, leur dimension ou leur localisation sont susceptibles de porter atteinte à leur environnement ou à la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale.

Conformément au Cadre de gestion environnementale et sociale du projet et aux dispositions nationales notamment le code de l'environnement en son article 25 de la Loi L/2019/0034 AN du 4 Juillet 2019 ; un screening socio- environnemental du sous projet d'extension de l'hôpital des incinérateurs a été effectué et soumis à l'IDA. L'IDA a fait des observations sur la fiche et a recommandé la prise en compte de celles-ci dans l'élaboration de la NIES. L'élaboration de Cette NIES se conformera à l'arrêté A/474/MEEF/CAB/ du 11 mars 2013 portant adoption du Guide Général d'Evaluation Environnementale qui définit la méthodologie et la procédure de réalisation de l'étude d'impact sur l'environnement.

Ces présents termes de référence sont élaborés pour le recrutement d'un consultant chargé de la réalisation de la notice d'impact environnemental et social.

3- OBJECTIFS DE LA CONSULTATION

L'objectif de la consultation est l'élaboration de la notice d'impact environnemental et social (NIES) vise de façon générale à :

- Identifier, évaluer et de gérer les impacts environnementaux et sociaux potentiels du sous projet suivant les différentes phases de sa réalisation

(Préparatoire, Construction, repli, Exploitation) des ouvrages conformément à la réglementation nationale et les Normes environnementales et sociale de la Banque Mondiale.

La NIES (Notice d'impact environnemental et social) sera préparée pour répondre aux objectifs principaux suivants :

- Respecter les obligations législatives et réglementaires du Gouvernement guinéen, le Code de l'environnement, Décret n°199/PRG/SGG/89 du 08 novembre 1989, codifiant les études d'impact sur l'environnement et l'Arrêté n° A/474/MEEF/CAB/ du 11 mars 2013 portant adoption du Guide Général d'Evaluation Environnementale qui définit la méthodologie et la procédure de réalisation de l'étude d'impact sur l'environnement en Guinée ainsi que les normes environnementales et sociales de la Banque , particulièrement la NIES 4.01 : Evaluation Environnementale, Gestion des risques et effets environnementaux et sociaux et les Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires de la Banque Mondiale.
- Apporter un appui à la planification du sous projet et aider à assurer la construction des ouvrages avec un minimum d'impacts environnementaux et sociaux négatifs ;
- Prendre en considération les opinions, les réactions et les principales préoccupations des populations, et structures avoisinantes du site du sous projet, ainsi que le personnel soignant et les collectivités y compris les groupes et individus vulnérables ayant un quelconque intérêt avec le sous projet ;
- Démontrer comment le sous projet s'intègre à la zone, en présentant l'analyse des impacts potentiels (positifs et négatifs) et proposer un cahier de charge environnementale sociale incluant des axes d'amélioration de la gestion environnementale et sociale initiée par le sous- projet.
- Elaborer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale incluant un plan d'atténuation des impacts négatifs, de bonification des impacts positifs, un plan de surveillance/suivi et de renforcement de capacités avec des couts de mise en œuvre des différentes mesures proposées.

Spécifiquement la NIES (Notice d'impact environnemental et social) vise à :

- Présenter sa méthodologie et ainsi que les présentations du promoteur du sous projet ;
- Décrire le sous projet et les alternatives à sa réalisation ;
- Analyser le cadre légal et institutionnel du sous- projet ;
- Analyser l'état initial de l'environnement (environnement physique, naturel et socio- économique) ;
- Analyser les effets potentiels directs ou indirects, temporaires ou permanents dus Sous Projet sur la faune, la flore, les sites et les paysages, le sol, l'eau de surface et l'eau souterraine, l'air, les milieux naturels et les équilibres biologiques, et sur la commodité ;
- Réaliser les consultations publiques ;

- Identifier et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels ;
Élaborer un plan gestion environnementale et sociale incluant les mesures d'atténuation, de bonification, de suivi et de surveillance et de renforcement de capacités avec les coûts de mise en œuvre des différentes mesures proposées ;
Les résultats attendus de cette étude seront entre autres ;
- Une description des sous-projet et des alternatives à leur réalisation est faite ;
- Une analyse du cadre légal et institutionnel du sous- projet est faite ;
- Des consultations publiques y compris les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du sous- projet sont faites ;
- L'analyse des composantes environnementales et sociales susceptibles d'être impactées par les ouvrages est réalisée ;
- Les impacts environnementaux et sociaux du sous-projet sont identifiés et évalués aux différentes phases de la réalisation des activités ;
- Les mesures d'atténuation pour les impacts négatifs et de maximisation pour les impacts positifs sont proposées ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) est élaboré.

5- TACHES DU CONSULTANT

Sur la base de la documentation existante, des visites de terrain et des rencontres avec les principaux acteurs concernés par le projet, le consultant exécutera les tâches ci-après :

- Décrire les objectifs et la portée de la notice d'Impact Environnemental et Social;
- Décrire le cadre institutionnel et juridique pertinent de gestion environnementale et social du sous projet;
- Décrire le sous-projet
- Présenter et Décrire les composantes de l'environnement naturel et humain susceptibles d'être touchées;
- Identifier et Évaluer les impacts potentiels du sous-projet;
- Décrire les mesures de protection de l'environnement proposées;
- Organiser des séances de consultation publiques des différentes parties prenantes du sous- projet et les documenter;
- Élaborer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale avec des programmes de surveillance et de suivi et un budget pour sa mise en œuvre
- Utiliser le mécanisme de gestion des plaintes du Projet existant y compris le protocole pour identifier les mesures nécessaires à la gestion des plaintes relatives à l'exploitation et d'abus sexuels/harcèlement sexuel (EAS/HS) et violence contre les enfants (VCE) pendant la mise en œuvre des activités,
- Préparer un code de conduite pour l'entreprise et les travailleurs.
- Dégager les clauses environnementales et sociales à insérer dans les cahiers de charge des fournisseurs.

6- ORGANISATION DE L'ETUDE

6.1-Approche méthodologique

Pour atteindre les objectifs visés, le Consultant devra proposer une méthodologie qui prendra en compte le public cible, les modalités de collecte et d'analyse des données, les visites du site du sous projet, la période de réalisation de l'étude, le calendrier proposé concernant le déroulement de la mission comme suit.

6-1-2 ORGANISATION DES CONSULTATIONS PUBLIQUES

Le but des consultations des parties prenantes au cours du processus de réalisation de la NIES est de s'assurer que les opinions, les intérêts et les préoccupations de toutes les parties prenantes sont bien prises en compte au niveau de l'identification, de l'évaluation des impacts du sous projet ainsi qu'au niveau des décisions relatives aux sous projets, en particulier pour l'élaboration des mesures d'atténuation. Pendant le processus de l'élaboration de la NIES, l'accent sera mis sur les parties prenantes telles que les populations riveraines des formations sanitaires, les autorités locales, les services techniques, les organisations de la société civile et toutes autres parties intéressées ou concernées.

Le consultant organisera des réunions communautaires dans le quartier Enta Nord abritant la formation sanitaire bénéficiaire pour communiquer des informations sur le sous projet, les études à réaliser mais aussi recueillir les attentes, craintes et préoccupations par rapport au sous projet.

Des consultations institutionnelles seront également réalisées par le consultant pour prendre les différentes réactions de chaque acteur dans le processus de mise en œuvre des activités. Les différentes consultations devront être exemptées de toute manipulation externe, ingérence, contrainte ou intimidation.

6-1-3- Description du sous-Projet et analyse des alternatives

Il s'agit précisément de la description détaillée des principales activités du sous projet. Les différentes composantes devront être décrites de manière à permettre une évaluation correcte des impacts sur les milieux récepteurs. Une attention particulière devra être accordée au laboratoire biomédical, ainsi qu'aux installations de gestion des déchets biomédicaux (incinérateurs ...). Cette description sera faite en fonction des informations fournies par l'UGP Via le PASSP, L' UNOPS, et le MSHP pour les aspects techniques. Les informations liées aux aspects de sauvegardes sollicitées seront directement fournies par l'UGP. Il analysera les alternatives de réalisation du sous projet en présentant les avantages et inconvénients de chaque option.

La description des travaux inclura également les informations sur le type et la nature des matériels utilisés (engins roulants), les matières premières et tout autre produit chimique nécessaire à la réalisation des travaux.

6-1-4 ANALYSE DU CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL

Le Consultant procédera à une analyse des lois et règlements nationaux, des normes environnementales et sociales de la Banque Mondiale ainsi que les conventions et accords multilatéraux en rapport avec le projet.

En outre, le Consultant présentera les institutions impliquées (La Direction Nationale de l'Hygiène publique , l' UGP, l'Agence Guinéenne d' évaluation Environnementale, les services déconcentrés de la Santé , de l'environnement, la Commune urbaine de Matoto abritant la formation sanitaire bénéficiaire, l'hôpital régional, l' UGP PPRC19, l' UNOPS, le Bureau de contrôle des travaux, l' Entreprise adjudicataire du Maché des travaux d'extension dans la mise en œuvre du sous-projet et définira, les rôles et responsabilités de chacune d'entre elles dans la prise en compte des risques et impacts du projet. Il analysera la capacité des institutions clés à assurer le suivi environnemental et social du sous projet.

6-1-5 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Faire une description et une analyse des données de référence relatives aux milieux récepteurs de la zone de sous-projet en mettant l'accent sur l'environnement physique, biologique et humain/socioéconomique. Les zones d'influence devront être bien définies et cartographiées. Les données primaires seront collectées sur la qualité de l'air et les eaux souterraines (puits traditionnels). Le consultant devra également exploiter toutes les données secondaires disponibles, notamment sur la gestion des déchets biomédicaux en Guinée.

6-1-6 ANALYSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Le Consultant analysera les conséquences prévisibles directes et indirectes du sous projet sur les milieux physiques, biologique et humain. Il déterminera avec une matrice simple et claire, les composantes environnementales susceptibles d'être affectées par les activités du sous-projet. Il évaluera les impacts directs et indirects attendus aussi bien des phases préparatoires, de construction/repli que de celle de mise en service des ouvrages.

Pour l'évaluation des impacts, le consultant devra tenir compte des critères suivants dans l'évaluation de l'importance des impacts :

- La durée
- L'intensité
- L'étendue

Il devra en outre tenir compte de la proportionnalité et de l'adéquation des mesures proposées, en fonction des risques du projet.

6-1-7 MESURES D'OPTIMISATION/ATTENUATION

Le Consultant proposera des mesures générales et des actions spécifiques en vue d'éviter, de minimiser, d'atténuer, ou compenser les conséquences dommageables du sous-projet

sur l'environnement naturel et social. Une distinction sera alors faite entre les mesures relatives aux phases préparatoires, construction, de repli et d'exploitation des ouvrages du sous projet, et selon les milieux récepteurs. Ici également le principe de proportionnalité devra être prise en compte afin de gérer de façon rationnelle les risques et impacts potentiels du projet.

6-1-8 PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

Il s'agira pour le Consultant de présenter les activités nécessaires à la mise en œuvre des différentes mesures, durant les différentes phases de réalisation des sous projets. Il devra plus particulièrement procéder aux tâches suivantes :

- Présenter un PGES qui décrit les mesures d'atténuation, de bonification et de renforcement de capacités à mettre en œuvre pour chacune des phases du sous-projet, les indicateurs de suivi, les responsables de l'exécution de chacune des mesures, ainsi que les responsables de surveillance et de suivi de ces mesures,
- Estimer le coût de mise en œuvre de ces mesures.

6-1-9-MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

Un dispositif de mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes du Projet existant sera proposé afin d'identifier les procédures accessibles et transparentes permettant de traiter efficacement les réclamations découlant de la mise en œuvre du sous-projet d'extension de l'hôpital régional de Conakry, y compris le protocole pour gérer les plaintes relatives aux EAS/HS et VBG.

7- DUREE DE LA CONSULTANTION

La durée calendaire entre le démarrage effectif et le dépôt du rapport final provisoire n'excèdera pas 30 jours. Le consultant devra proposer un calendrier détaillé de l'exécution de sa mission qui sera validé par l'UGP.

8- QUALIFICATIONS ET EXPERTISES REQUISES DU CONSULTANT

- Le consultant doit être un expert de haut niveau en Environnement avec le profil suivant ;
- Être de niveau Postuniversitaire (BAC+5 au moins) dans une science de l'environnement (Ecologie, Biologie, sante environnementale, etc.) ;
- Avoir une formation complémentaire en évaluation environnementale et une expérience avérée de 7 ans au moins dans la conduite d'études environnementales et sociales,
- Avoir élaboré au moins deux EIES ou NIES ayant les reçu les certificats de conformité ou d'autorisation environnementales de l'AGEE.
- Il devra démontrer d'une expérience avérée à la fois sur la gestion des impacts environnementaux et sociaux des projets.

9- LIVRABLE

Étant un document opérationnel, le rapport de la notice d'impact environnemental et social sera, autant que possible concis et précis. Il se concentrera sur les résultats, les conclusions et les recommandations pour de futures actions, à la lumière des données rassemblées ou d'autres références utilisées au cours de l'étude. Les éventuels détails seront développés en annexe du rapport.

Le consultant fournira son rapport en français avec un résumé analytique en anglais dans la version finale (sous format électronique Word) au Client. Il devra incorporer les commentaires et suggestions de toutes les parties prenantes dans le document final y compris les observations pertinentes relevées lors de l'atelier de validation du document par l'Agence Nationale d'évaluation e Environnementale (AGEE).

Le rapport sera produit en 23 exemplaires pour la version provisoire à soumettre pour validation au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (destinées aux 23 membres de la commission interministérielle de validation). Le rapport final sera produit en cinq (5) exemplaires avant la délivrance de l'Autorisation environnementale.

Le rapport de la notice d'impact environnemental et social devra être conforme aux exigences du guide général d'évaluation environnementale et sociale en vigueur en Guinée.

Afin de faciliter la revue du rapport, il sera demandé au consultant de soumettre à la validation de l'UGP et de IDA les documents suivants à des délais ci-après :

- Rapport de démarrage présentant ses observations sur les TDRs, les contraintes anticipées pour la collecte de données, un compte rendu des discussions avec le l'UGP, le calendrier ajusté à la suite des premières discussions : 5 jours après le démarrage de l'étude
- Analyse du cadre juridique et institutionnel : 10 jours après le démarrage de l'étude
- Le rapport sur l'état initial de l'environnement et la description détaillée du sous-projet et de ses composantes : 20 jours après le démarrage de l'étude.
- Le rapport d'évaluation des impacts : 23 jours après le démarrage de l'étude
- Le rapport sur les consultations publiques : 26 jours après le démarrage de l'étude
- Rapport général initial de la NIES : 30 jours après le démarrage de l'étude

Le consultant sera libre d'organiser à sa guise la collecte des données pour chacune des étapes ci-dessous, à condition que cela soit bien indiquée dans la présentation de sa méthodologie

11 -MODE DE RECRUTEMENT DU CONSULTANT

Le Consultant sera sélectionné suivant la méthode **de Sélection de Consultants Individuel** en accord avec les procédures définies dans le « Le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement édition Novembre 2020 de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »).

.